

SOMMAIRE

| | |
|---|------|
| Le mot du président | p 1 |
| "S'orienter vers " : un cadre d'action pour les C.I.O | p 3 |
| Billet d'humeur | p 5 |
| Quelle organisation pour le réseau des C.I.O. ? | p 6 |
| Page académique | p 9 |
| Dernière minute : Hirsch 2 | p 10 |
| Assemblée générale Journée de réflexion-débat du 13-11-0 | p 11 |
| Bulletin d'adhésion | p 14 |

Directeur de la Publication :
Bob Poisson

Rédactrice en Chef :
Nancy Adam

Comité de Rédaction :
Conseil d'Administration de
l'ANDCIO

Le mot du président

Une fois n'est pas coutume, soyons alarmistes !

Combien de temps encore peut-on continuer comme cela ?

D'un côté, une profession, celle de COP, rendue exsangue par des recrutements qui la condamnent à plus ou moins brève échéance à l'extinction, de l'autre un vacarme de fond qui fait de l'orientation l'alpha et l'oméga du système éducatif.

Dans ce vacarme, rien de bon pour les services d'orientation qui continuent à être décriés en place publique (voir la dernière tribune du Figaro).

Laminés par les politiques publiques de recrutement, déconsidérés par un monceau de rapports qui a largement entamé le moral des troupes, maintenus tête sous l'eau par les critiques permanentes du grand public, largement délaissés par nos hiérarchies fonctionnelles qui gèrent le quotidien, déprimés à l'interne parce qu'on ne sait plus bien à quelle prière(vous avez dit circulaire ?) se vouer (il faut bien invoquer quelque chose si l'on n'a pas de directives) ,

les Centres d'Information et d'Orientation ont semble-t-il sombré dans une agonie où transparait comme une impatience de la délivrance !

Ne sommes-nous que quelques directeurs attendant la retraite au bord du précipice, parant à droite et à gauche, essayant de faire semblant de rabibochoer la conception que nous voudrions salvatrice d'une pratique de la psychologie de l'orientation et les exigences d'un système éducatif qui bouge sous nos yeux, sans

Les prévisions sont difficiles surtout lorsqu'elles concernent l'avenir !
Mais comme le disait aussi Pierre Dac :
Rien n'est jamais perdu lorsqu'il reste quelque chose à trouver !

que nous trouvions l'équation de nouvelles pratiques qui nous mettent en phase avec

ces changements plutôt que d'en subir les conséquences ?

Sommes-nous tellement « dégoûtés » de ce que nous voyons à l'œuvre dans ce paysage éducatif un peu fou, que nous préférerions camper sur un glorieux passé et mourir au champ d'honneur.

Plutôt périr que de se compromettre avec l'époque !

Le moment est vraiment venu de se demander à quoi nous tenons. Faut-il laisser à d'autres, le champ du conseil en orientation au profit de...Au profit de quoi d'ailleurs ?!!!

Le mot du président

Sommes nous réellement menacés parce que l'information serait prise en charge au plus près de l'établissement scolaire par les enseignants ? Sommes-nous menacés par l'existence des plates-formes multimédia d'orientation ? Sommes-nous menacés par un concept d'orientation tout au long de la vie qui nous oblige à nouer des partenariats multiples ? Sommes-nous menacés par la circulaire sur les parcours de découverte des métiers et formation et ses avatars web ?

Ne sommes nous pas, au contraire, en mesure, par l'expérience que nous avons de ces sujets, d'apporter toute notre expertise à ces mises en œuvre qui se feront, sans doute avec difficulté, sans doute en posant de multiples questions, mais en tous cas se feront avec ou sans nous.

Les développements récents confirment cette analyse : le projet de loi « orientation et formation tout au long de la vie », les déclarations présidentielles du 29 septembre ajoutent de nouveaux épisodes à la chronique d'une mort annoncée .

Peut-on rester immobile en regardant passer les trains, défendant seuls contre tous s'il le faut, une conception de nos services qui s'ingénie à être en décalage avec les enjeux de la période que nous traversons ?

Notre analyse de spécialistes, si elle est valide, résistera sans problème aux réponses qu'on juge bon aujourd'hui d'apporter aux familles, dans cette époque qui s'inquiète de l'insertion et de la connaissance des métiers. Ce n'est sûrement pas en tournant le dos à la demande sociale en tout cas, que nous démontrerons l'utilité de nos services.

Les directeurs de CIO et les Centres d'Information et d'Orientation sont certainement capables de prendre ces virages qui nous attendent en ne lâchant rien de leurs valeurs .

C'est en tout cas ce qui, d'après nous, constitue la raison d'être de l'ANDCIO.

Les audiences que nous avons conduites, les documents européens ou nationaux que nous avons étudiés ne peuvent pas nous rendre optimistes. Le CA de l'ANDCIO après avoir recueilli vos avis dans un questionnaire consultable sur son site, est au travail pour tenter de proposer des concepts à même d'éclaircir l'horizon.

A son habitude, il ne cherche pas à défendre des positions (fussent-elles majoritaires) héritées du passé et des usages, mais explore des territoires nouveaux en matière de statut, de personnels dans les CIO, de définition des fonctions du conseil dans un nouveau contexte socio-économique.

Enfin, ce travail nous permet de ré-affirmer la nécessité d'un statut et d'une reconnaissance du métier de directeur de CIO.

Vous trouverez deux extraits de ces réflexions dans cette lettre qui peuvent entraîner le débat dans les régions.

Ce travail, nous aurons à en rendre compte pour partie aux adhérents dès le 13 novembre lors de notre journée d'étude. Nous aurons également à l'approfondir des apports de chacun tout au long de l'année à venir.

L'ANDCIO se doit de proposer une alternative au marasme qui frappe notre profession. Pour cela, elle doit être forte du nombre de ses adhérents. Ce n'est vraiment pas le moment de baisser les bras, il n'est plus temps d'observer sans trop se « mouiller » : nous devons apporter les signes tangibles de notre mobilisation positive en tant que directeurs, par une forte présence à la journée d'étude du 13 novembre, par la manifestation que les CIO existent et sont entraînés par leur direction !

Bob Poisson

L'ANDCIO
une association pour tous les
Directeurs et Directrices

Visitez son site :
<http://pagesperso-orange.fr/adcio/>

UNE APPROCHE DE LA QUESTION

Deux perspectives sont constitutives de l'orientation : celle du « orienter vers », celle du « s'orienter vers » . . .

Toutes deux sont légitimes et se différencient de façon parfois conflictuelle. La première, 'orienter vers', est centrée sur la gestion des flux, la régulation des formations et l'implantation des activités, emplois et professions.

La deuxième, 's'orienter vers', est celle qui fournit le cadre d'action du CIO. Elle fait d'autant plus sens si elle peut s'appuyer sur l'acquisition d'une véritable culture sociale, professionnelle et économique, un objectif fondamental qui reste à l'ordre du jour du système éducatif, tout autant que de la formation tout au long de la vie.

Elle s'organise en deux pôles, celui de la guidance et celui du tenir conseil...

La guidance

Elle concerne les actions à visée générale de service destinées à tous les publics et mises en place à l'initiative d'institutions multiples (l'État et ses échelons déconcentrés et services extérieurs, rectorats, inspections académiques, CIO, ses établissements publics, collèges, lycées, universités ; les collectivités territoriales, régions, départements et communes ; les partenaires sociaux et associations à but non lucratif, à visée d'éducation, d'orientation et d'insertion ; les autres administrations et composantes de services publics ou en charge de missions de service public...).

La guidance intègre pleinement la problématique de la diffusion et de l'appropriation de l'information.

Elle comprend un ensemble d'actions diversifiées au nombre desquelles on citera à titre d'exemple : l'utilisation des systèmes d'information papier, multimédia, internet et leur gestion efficace et raisonnée, la conception de séances d'information, l'organisation de salons forums et opérations diverses, de stages en entreprise, la mise en place d'options spécifiques (découverte professionnelle), l'utilisation des programmes européens, la capacité de mobilisation des aides financières accordées à des cursus particuliers, la conception de programmes spécifiques (diversification des choix d'orientation des filles et des garçons, valorisation de la diversité des champs d'activité professionnels, industriels aussi bien que tertiaires et primaires...), la conception de séquences d'éducation à l'orientation et plus généralement d'approches développementales et formatives de l'orientation...

Elle comprend également une partie des actions de conseil lorsque les conseils sont conçus comme des avis, des pronostics, sans portée décisionnelle, émis sur les projets des personnes ou visant à constituer ces projets.

La guidance en orientation a enfin une vocation générale de formation et d'éducation. Toutes les personnes peuvent bénéficier des ressources mises en place dans son cadre, selon les cas de façon facultative ou obligatoire.

Si toutes les personnes ont vocation à bénéficier des ressources mises en place dans le cadre de la guidance, il n'en va pas de même pour le conseil proprement dit.

Le conseil

Le conseil, au sens de "tenir conseil avec" est l'autre dimension fondamentale du "s'orienter vers" et c'est bien cette définition du conseil que l'ANDCIO retient.

Pour le différencier clairement de la perspective qu'il a dans la guidance (avis, expertise, pronostic sur les projets des personnes), on lui accolera systématiquement le terme de counseling (ou counselling), par quoi il est désigné sans ambiguïté dans ses appellations européennes et mondiales habituelles,

Un cadre pour les CIO

Les personnes s'engagent dans ce processus fondamental du conseil/counseling de plusieurs façons. Pour l'essentiel, elles font appel à leur environnement, souvent proche, famille, amis, relations, et à leur propre réflexivité, tenir conseil avec soi-même.

Quand ces ressources sont insuffisantes, elles peuvent aussi recourir à des professionnels de l'aide en orientation. Cela fait du conseil/counseling professionnel une ressource de deuxième niveau.

UNE ORGANISATION LIÉE AU DÉCOUPAGE SOULIGNÉ CI-DESSUS

La guidance en orientation constitue un champ d'intervention naturellement partagé entre différents personnels. Les compétences attendues nécessitent la collaboration de nombreux personnels : conseillers d'orientation-psychologues, enseignants, documentalistes, techniciens multimédias, ingénieurs pour l'école, professionnels et parents, toute personne mobilisée en tant que de besoins sur la question éducative en orientation... Elles sont donc très diversifiées.

S'agissant du conseil en orientation/counseling de carrière, ces compétences, reconnues par validation des acquis de l'expérience et/ou construites en formation, sont sanctionnées par un diplôme dans le cadre d'une formation universitaire fondamentale et appliquée de haut niveau, spécifique du conseil en orientation. Dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et, au-delà, dans toutes les composantes de service public ayant en charge la formation initiale des jeunes (enseignement agricole, systèmes de formation de la santé, de la culture, de la jeunesse et des sports...) la conception, la mise en œuvre et l'exercice de ces compétences spécifiques sont assurés par les conseillers d'orientation-psychologues qui ont une formation et un diplôme leur permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue.

Les zones de recouvrement des compétences des différents personnels peuvent parfois être importantes. Les entretiens personnalisés d'orientation, qui peuvent être conduits par des enseignants ne sont pas des entretiens d'orientation approfondis qui sont, eux, assurés par les conseillers d'orientation-psychologues.

| | Entretiens personnalisés | Conseil/counseling |
|---|--|---|
| 1 | -Obligatoire ou/et systématique pour tous | -démarche volontaire du sujet |
| 2 | -Mis à place par l'institution | Généralement, à l'initiative du demandeur |
| 3 | -Caractère public et spontané des échanges | -Exploration de représentations d'ordre plus intime. |
| 4 | -Essentiellement prise et échange d'information | -Grande implication personnelle |
| 5 | -Vocation informative et diagnostique | -Le plus souvent à vocation psychologique |
| 6 | -Utilisant les connaissances en terme de communication et de pédagogie | -Mobilisant les ressources théoriques et pratiques du counseling ainsi que les outils d'investigation spécifiques (tests d'intérêts...) |

Ce tableau illustre clairement le partage qui s'effectue entre guidance d'une part et conseil au sens de tenir conseil avec/counseling d'autre part.

Des citations ...

Des enseignants sont en effet extrêmement attachés à leur métier, à la discipline qu'ils enseignent et à laquelle ils ont été formés et sur le fondement duquel ils ont été recrutés. Ces enseignants-là considèrent en effet que leur métier consiste à transmettre le savoir mais non à aider les élèves dans leur orientation. Ils ne se pensent pas davantage formés à la psychologie et ils ne considèrent pas comme entrant dans leur rôle, le soutien spécifique aux élèves en difficulté. (rapport R. Descoings, p. 76)

Un enjeu essentiel du service public de l'orientation est d'articuler le conseil de premier niveau et un conseil plus spécialisé. Les familles et les jeunes ont besoin le plus souvent d'un conseil individualisé relativement simple et standardisé. La demande est néanmoins forte de développer un conseil plus spécialisé, métiers par métiers, ou de répondre à des besoins de remobilisation... Cette articulation implique de combler le déficit de notre pays en personnel qualifié tant pour prodiguer un conseil de premier niveau qu'un conseil plus spécialisé. (Livre vert : reconnaître la valeur de la jeunesse, Martin Hirsch, juillet 2009, p. 33)

L'orientation doit être accompagnée par les adultes. Les Conseillers d'Orientation-Psychologues ont un rôle irremplaçable. Ils aident les jeunes en difficulté et sont appréciés pour leurs qualités de psychologues (Préconisations sur la réforme du lycée, rapport de Richard Descoings, juin 2009 p. 38)

Les limites de notre volonté d'ouverture au changement : un billet d'humeur

Cela ne fait pas débat : la démocratie a choisi son sort, a élu légitimement ses représentants. Pour autant, le Peuple Souverain a-t-il choisi de renoncer à l'idée de République ? Il existe sans doute de multiples voies pour respecter l'idéal français de liberté, d'égalité, de fraternité. Il est même tout à fait concevable que du dirigisme au libéralisme, les choix économiques abritent des républicains que l'histoire, la formation, la culture, amènent à des choix différenciés. Il suffit de regarder hors de nos frontières pour se convaincre qu'existent au-delà des choix qui ont traversé la société française, des peuples qui n'ont pas fait les mêmes, mais dont les valeurs sont incontestablement respectables.

La République en France s'est construite sur une notion du service public parfois discutable dans son impossibilité à respecter ses propres principes mais qui affirme la nécessité de l'égalité

Aujourd'hui, au nom de l'amélioration de « l'offre de service au public », on prend des raccourcis, on invente des solutions sans trop se préoccuper de faisabilité. Est-ce bien là le pragmatisme promis ?

Le problème est bien qu'en dessous d'une

certaine garantie de l'Etat, en dessous d'un certain effectif de sa fonction publique, la France risque d'y perdre sa République. Pour ce qui concerne l'Education, la poursuite d'une politique qui ignore les cadres de sa propre administration, non seulement ne saura rien réformer, mais livrera la population à toutes les inégalités, toutes les contraintes, tous les intérêts particuliers. L'édifice éducatif est de ce point de vue bien fragile et saper un certain nombre de ses piliers en fera plus vite qu'on ne le croit un château de sable. Qu'on assume ses choix politiques est la moindre des exigences quand on est élu. Suivre dans ce cadre un certain type de politique est pleinement justifié. Par contre, qu'on mette à mal le bien commun par absence de considération pour les « techniciens » qui ne cessent d'avertir des impossibilités, des dangers, des renoncements républicains qu'entraînent certaines décisions, est la source d'un profond malaise pour tous ceux qui pensent qu'au delà des clivages, l'essentiel est bien l'adhésion collective au caractère fondateur de la République.

Bob Poisson

HYPOTHÈSE D'UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC ACADÉMIQUE.

Opportunité d'une actualisation de notre réflexion sur le statut des centres d'information et d'orientation

L'ANDCIO a conduit une réflexion constante sur la question complexe de l'évolution de la structure administrative et juridique des CIO. Cette réflexion a eu comme ligne directrice le souci de proposer des solutions entraînant un minimum de lourdeur administrative.

La réflexion d'André Lartigau, ancien président, avait abouti à préconiser un GIP académique pour l'orientation. Cette solution présentait de nombreux avantages, n'exigeant qu'une réforme « physiologique » plutôt qu'« anatomique ».

Depuis une dizaine d'années, l'évolution du contexte général qui voit se développer de nombreux acteurs et dispositifs autour de la « guidance », l'importance du rôle confié aux établissements scolaires, celle que prend « l'orientation tout au long de la vie » conduisent à envisager l'hypothèse d'un Etablissement Public Académique de l'orientation avec des antennes locales.

Des E.P.A ? Cette perspective d'un EPA peut être argumentée de plusieurs points de vue :

Il est raisonnable dans un premier temps, de penser que le ministère de l'éducation aura à cœur d'utiliser un établissement public, dont il maîtrise le pilotage.

Le partage de compétence nécessaire avec d'autres acteurs dans le cadre de la décentralisation, en particulier les collectivités territoriales, se conçoit certainement mieux dans le cadre d'un

pilotage possible d'une structure comme cet EPA, à laquelle seraient rattachées les CIO en particulier mais qui pourrait associer bien d'autres partenaires

Les réformes du lycée, de l'enseignement professionnel, l'ambition affichée de démocratiser l'accès aux études supérieures semblent replacer la question de l'orientation parmi les priorités que se fixe le système éducatif. Les conséquences du traité de Lisbonne conduisent à fixer des objectifs ambitieux (100%, 80%, 50%) que le système peine à traduire dans les faits. Par ailleurs les différents mouvements sociaux récents (lycéens, étudiants, banlieues...) conduisent les pouvoirs publics à tenter d'apporter des réponses aux besoins d'égalité, de justice, d'émancipation et de progrès social qui s'y exprimaient avec vigueur.

C'est l'établissement scolaire qui devient le lieu où se focalisent toutes les ambitions d'amélioration du fonctionnement de l'orientation. L'analyse désormais récurrente consiste à poser que ce sont les enseignants, acteurs principaux de l'orientation, qu'il convient d'acculturer à l'environnement socio-économique et de formation pour leur confier l'éducation à la capacité de s'orienter de leurs élèves, mais également pour peser sur les flux à travers un assouplissement des décisions d'orientation et de redoublement.

Les enseignants, dans leur masse, peuvent-ils avoir un rôle décisif sur la question de l'évolution de la reproduction sociale ? Pour qui a observé quelque peu le fonctionnement du système, il est évident qu'au-delà de quelques aventures exceptionnelles du point de vue statistique, la fonction enseignante conduit inéluctablement la grande majorité des professeurs, par un exercice de bonne foi de

leur métier à se situer du côté de la conservation, de la transmission du savoir académique, pas du côté de la réforme. Il est fondamentalement illusoire de demander, en parfaite prescription paradoxale, aux mêmes acteurs de reproduire (en l'améliorant) le monde dont ils ont reçus l'héritage, tout en souhaitant qu'ils contribuent à changer radicalement les modalités et le fond de cette transmission.

Cette stratégie ministérielle si elle accepte de se donner le minimum de chances d'aboutir, ne peut en aucun cas se priver de l'existence forte d'agents et de services missionnés pour être de véritables inducteurs de changement.

Les CIO et leurs personnels, directeurs et COP notamment, ont pu contribuer de façon significative aux processus de démocratisation du système éducatif dans les décennies 60 et 70.

Depuis, ils ont incontestablement troqué ces habits d'acteurs du changement, parfois redoutés et peu appréciés de leurs collègues enseignants contre celui de simples « régulateurs » du système, souvent accompagnateurs compassionnels des victimes de la machine à reproduire et sélectionner. Une certaine conception individualiste dominante de la psychologie les y a certainement encouragés. Et cela est bien dommage, mais pas irrémédiable. Il existe un véritable potentiel de transformation systémique dans l'histoire de cette profession, qui ne demande qu'à s'exprimer, pour autant qu'un « pilotage » de la part de ses employeurs et commanditaires s'exprime clairement, sous la forme d'une « lettre de mission » comme on dit aujourd'hui.

Il ne semble pas totalement utopique d'imaginer qu'une réelle synergie puisse être trouvée entre cette profession qui ne s'épanouit réellement qu'en contribuant activement à l'émancipation et la

valorisation des jeunes - que le système relègue dans ses antichambres- et un ministère qui a objectivement intérêt à faire significativement évoluer les pratiques et les flux d'orientation.

Il s'agirait de transformer l'orientation couperet en processus de cheminement arborescent, réversible et remédiable et d'augmenter ainsi quantitativement le nombre de jeunes accédant aux différents niveaux de qualification tout en contribuant à l'émergence de futurs citoyens acteurs de leur vie professionnelle plutôt que simples victimes ballotées par les crises, les mutations qu'ils ne manqueront pas de rencontrer au cours de leur vie active..

Dans cette optique, la question d'un pilotage fort par objectifs (% de boursiers en classe préparatoire, par exemple) justifie d'une clarification des missions, voire d'une spécialisation réversible de certains des COP, des CIO.

Elle suppose également et primordialement une organisation administrative congrue, efficace.

Missions

La mission générale qui leur serait confiée serait d'assurer, en

responsabilité la réalisation d'objectifs académiques déclinés sur les territoires pertinents (bassin de formation). Une exigence de validité scientifique doit également être au cœur de ces structures, tant le domaine de l'orientation prête à confusions et polémiques.

Cette mission se déclinerait :

- dans le domaine de l'organisation de dispositifs de guidance, d'éducation aux choix (PDMF, Orientation active...) en assurant conseil, collaboration avec les chefs d'établissements qui partageraient les mêmes objectifs.

- dans le domaine de la gestion de l'orientation et de l'affectation des élèves, à

... dans ce contexte, qu'il semble pertinent de développer des Etablissements Publics Académiques couvrant les domaines de l'information, de la guidance, du counseling de l'aide à l'insertion, ainsi qu'un certain nombre de dispositifs du champ de l'orientation tout au long de la vie.

travers l'adaptation des applications nationales aux besoins et objectifs académiques.

- dans le domaine du conseil aux décideurs, recteur, inspecteurs d'académie DSDEN en leur fournissant notamment les outils de pilotage statistiques pertinents

- dans le domaine du conseil individualisé ou counselling (tenir conseil spécifique à des professionnels formés à un haut niveau, qui devrait être le fait de conseillers d'orientation psychologues dans l'Ecole)

- dans le domaine de la diffusion d'informations neutres, pertinentes et adaptées aux besoins des différents acteurs, professionnels , parents, élèves, étudiants...

- dans le domaine de l'aide à l'insertion, notamment pour les publics fragiles.

- dans le domaine du bilan, de la validation des acquis, dans le cadre de l'orientation tout au long de la vie.

- dans tout autre secteur connexe qui serait jugé pertinent par les décideurs : par exemple l'accueil des ENAF (enfants nouvellement arrivés en France), le développement de l'égalité des chances filles-garçons, de la mixité sociale, de l'orientation vers l'enseignement scientifique et technologique...pour ne parler que des plus banals.

Dans ce contexte, les CIO, qui n'éviteraient pas un processus

Territoire

de réorganisation géographique important en fonction d'une organisation territoriale fondée sur le territoire du bassin de formation pour assurer la proximité avec les usagers, bassin de formation qui pourrait pouvant être revu et amélioré à cette occasion, constitueraient l'une des composantes dominantes de cet établissement public.

Des personnels enseignants pourraient être rattachés à ces EPA pour tout ou partie de leur service pour assumer des interventions

spécifiques dans les établissements (formation d'enseignants, animation et supervision de dispositifs tels que la découverte professionnelle 3H, l'orientation active...)

D'autres acteurs, tels les Ingénieurs pour l'Ecole spécialiste de la relation école entreprise, ou des conseillers de l'enseignement technologique pourraient également rejoindre ce type d'établissement.

L'EPA constituerait un outil prometteur pour mettre en synergie un grand nombre des interventions qui donnent actuellement une impression de joyeux désordre et manquent de lisibilité.

Il pourrait réunir les actuels CIO, annexes, le SAIO et, en fonction des organisations académiques la Mission Générale d'Insertion, les centres de bilan, la validation des acquis de l'expérience, la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers, la scolarisation des ENAF. Son pilotage serait conforme au fonctionnement usuel des établissements publics avec un conseil d'administration, sous la présidence du recteur.

Ces E.P.A.offriraient de nombreux avantages :

- Une meilleure visibilité et lisibilité tant au sein de l'institution scolaire que vis-à-vis des nombreux partenaires.

- L'occasion de mettre en cohérence, en synergie différents dispositifs, services, missions qui interviennent sur des champs connexes, voire partagés

- Une véritable capacité à contracter avec les collectivités territoriales, les entreprises et fédérations professionnelles, d'autres administrations (pôle emploi, DRDFE,...) divers organismes tels les CFA, les centres permanents de validation des acquis de l'expérience...

- Un pilotage facilité.

Ils pourraient entraîner des inconvénients :

- Risque de centralisation excessive, compliquant le fonctionnement et la

réactivité locale.

– Risque de rupture d'équilibre entre établissement central et annexes, au profit de l'établissement central.

Pour limiter les risques, les statuts de

Pilotage

l'E.P.A devraient garantir une

importante autonomie à ses annexes, les CIO notamment, tant au niveau du pilotage que de la gestion, avec la possibilité de doter l'annexe d'une régie d'avance et de recettes, de délégation de signatures aux directeurs de CIO. Au sein des futurs CIO, il faudra prévoir une instance consultative (de type conseil de centre). Dans ce cadre, la question du statut du directeur se poserait avec la même acuité : seul un

véritable statut de personnel de direction mettrait le directeur de CIO en mesure de relayer le pilotage et les missions spécifiques qui lui auraient été confiées.

Ce qui importe, n'est pas tant

l'Etablissement Public en lui-même que le sens accordé par cette organisation administrative au rôle social des CIO.

Ce qui importe au-delà des centres, c'est que le système éducatif et la société toute entière, soient prêts à accorder à la capacité à s'orienter l'importance nécessaire, en s'appuyant sur des professionnels de l'orientation dont les compétences ne demandent qu'à s'exprimer au bénéfice d'une évolution progressiste de l'Ecole.

Denis Petruzella



EN PASSANT PAR LA LORRAINE...

DES CIO ONT REPONDU A L'APPEL A PROJET DU HCJ

L'ADCIO de l'Académie de Nancy-Metz regroupe 21 des 25 DCIO, ou COP faisant fonction, en activité et quelques retraités (tous les membres de l'ADCIONM sont adhérents à l'AND) ; des réunions régulières permettent des échanges sur les problématiques académiques, voire nationales des CIO et DCIO. Notre association professionnelle est reconnue à l'extérieur (Région), et à l'intérieur de l'EN : des contacts ou des rencontres

avec la CSAIO ou le Secrétaire Général ont lieu en tant que de besoin.

Pour illustrer l'activité et démontrer l'existence et l'efficacité de leur CIO, le courrier aux adhérents de l'ANDCIO d'avril 2009 incitait ses membres à répondre, en accord avec leur CSAIO, à l'appel à projet lancé par le Haut Commissaire à la Jeunesse.

Un contact préalable de deux membres du bureau a eu lieu

avec notre CSAIO. Elle nous a indiqué qu'elle n'avait pas de sollicitation officielle, mais qu'elle avait également été informée de l'appel à projet par l'association des missions locales lorraines.

L'ADCIO de l'Académie de Nancy-Metz, réunie le 20 mai 2009, a considéré que s'offrait une opportunité de mettre les services en valeur, que l'accompagnement par un organisme évaluateur, tout en permettant la mise en évidence de la plus value apportée par les CIO, pouvait

être utile en termes d'apports méthodologiques, et a décidé de répondre à l'appel à projet, à condition que les actions expérimentales soient assorties des moyens nécessaires.

De son côté, la CSAIO a obtenu l'accord du Recteur pour que le rectorat soit la structure d'appui des actions, ...et réceptacle des subventions.

Compte tenu des délais très serrés (envoi pour le 15 juin), le rectorat a réuni un groupe de travail de DCIO autour du SAIO (qui est aussi pilote de la MGI, dans notre académie) le 3 juin. Deux réponses ont été rédigées, une sur la prévention du décrochage « découvrir pour mieux choisir », l'autre sur la sécurisation de l'orientation vers l'alternance et la

prévention des ruptures « Dispositif FAR : Faire de l'Alternance une Réussite » ; un troisième a été rédigé par le SAIO sur l'évaluation des dispositifs de la MGI.

La circulaire interministérielle du 22 avril sur la prévention du décrochage scolaire, évoquant l'appel à projet, est parue au BO du 4 juin (!), ce qui conférait un cadre réglementaire à notre démarche.

Au final, le projet « FAR » a été retenu, auquel il faut ajouter, pour l'académie, un projet conjoint avec Inffolor (le CARIF de la Région Lorraine) « LORFOLIO : amélioration de la coordination des acteurs de l'Accueil Information Orientation (AIO) ».

Le 16 septembre, pour

peaufiner sa copie, le groupe de travail de DCIO-SAIO-MGI s'est à nouveau réuni, cette fois avec l'organisme évaluateur : le GREE (Groupe de Recherche sur l'Education et l'Emploi), centre également associé au CEREO en Lorraine. Les précisions étaient à envoyer pour le 30 septembre, nous attendons la réponse définitive du HCJ.

Jean-Christophe
GOETSCHY (DCIO de
Sarreguemines),
Président de l'ADCIO de
l'académie de Nancy-Metz

DERNIERE MINUTE : HIRSCH 2

Le Haut Commissaire à la jeunesse vient de lancer un second appel à projet.

3 axes sont privilégiés :

- Favoriser l'égalité des chances
et lutter contre les discriminations (5 programmes)
- Améliorer l'accès au logement des jeunes (2 programmes)
- Améliorer l'accès aux soins des jeunes (3 programmes)

L'ensemble des documents est téléchargeable sur le site :

<http://www.lagenerationactive.fr/content/appel-projets-2eme-vague>

Les réponses sont à envoyer avant le 30 novembre 2009



**Association Nationale des Directeurs de
Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet : <http://pagesperso-orange.fr/adcio/>

Siège : CIO de La Rochelle – 7 rue Jaillot – 17 000 – La Rochelle

Tél. : 05 46 41 16 00

A l'occasion de la tenue de son assemblée générale statutaire annuelle, l'AND-CIO organise, **le vendredi 13 novembre 2009**, à l'attention de ses adhérents, de l'ensemble des directeurs de CIO, des personnels de direction et d'inspection,

Une journée de réflexions-débats sur le thème :

« Le centre d'information et d'orientation dans son bassin. Quel maillage territorial ? Quels partenaires ? Quel statut pour une efficacité plus grande ? L'existence des CIO, un atout pour les professionnels de l'orientation en France. »

Ce thème nous conduira tout naturellement à préciser les positions de l'association dans le cadre des projets de « *service public de l'orientation* », ou de définition du concept d'« *Orientation Tout au Long de la Vie.* »

Dans les locaux de l'INETOP, à Paris

Programme :

- Matin

ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

De 9h.00 à 10 heures: L'assemblée générale de l'AND-CIO est ouverte aux adhérents et sympathisants. La participation aux scrutins sera réservée aux adhérents à jour de leur cotisation 2008-2009

De 10h.00 à 12 heures: Travaux en ateliers sur le thème de la journée.

- 12h 30 : Pause déjeuner.

- 14h 00 : Table ronde à partir des productions des ateliers du matin et d'une synthèse des positions de l'association présentée par le président

Y participeront :

- **Monsieur Bernard Saint Girons, délégué interministériel à l'orientation**
 - **Mr Michel Lugnier, conseiller technique enseignement professionnel orientation au cabinet du ministre de l'éducation nationale**
-
- 17h 00 : Clôture des travaux.

Cette année encore, notre journée, constitue un évènement de portée nationale. Elle permettra aux participants de dialoguer avec des responsables dont les attentes, les représentations, les projets seront susceptibles de déterminer les perspectives d'avenir de nos services.

La participation aux frais d'organisation est de 20 euros. (Cette somme sera déduite de la cotisation 2009-2010 pour les adhérents.)

Il est important de réserver, sans délais votre participation en retournant le bulletin de participation, ci-après, complété et accompagné d'un chèque de vingt euros à l'ordre de l'AND-CIO.

POUVOIR

Je, soussigné : (Nom, prénom, affectation)

donne pouvoir à : (Nom, prénom, affectation)

Pour me représenter à l'Assemblée Générale de l'AND-CIO du 13 novembre 2009

Le 2009,
Signature

N.B. : Le mandataire et le mandant doivent être à jour de leur cotisation 2008-2009 ou 2009-2010

BULLETIN DE PARTICIPATION à la journée de Réflexions-débats du 13/11/2009

A retourner, complété, par retour de courrier, à :

AND-CIO, CIO De La Rochelle - 7 rue Jaillot - 17000 La Rochelle

M. Mme Melle (1) NOM : _____ Prénom : _____

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP - SAIO - AUTRE (à préciser) (1) :

VILLE : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Fax : _____

Courriel : _____

Participera à la journée de réflexions- débats organisée par l'AND-CIO le 13 novembre.

☐ Je règle ma cotisation 2009/2010 et je joins un chèque de 45 euros à l'ordre de l'ANDCIO

NB La cotisation inclut la participation à la journée

☐ Je règle ma participation à la journée et je joins un chèque de 20 euros à l'ordre de l'ANDCIO

☐ Je réglerai ma participation le-13 novembre

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet : <http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2009 – 2010

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

(merci de souligner le mél où vous souhaitez recevoir les courriers de l'association)

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____
Signature :

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2009-2010 est de **45 € pour les actifs** et **20 € pour les retraités**.

Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement à la trésorière (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. La période d'adhésion s'étend **du 01.10.2009 au 30.09.2010**.